industrie des produits forestiers, particulièrement en Colombie-Britannique, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique.

L'abaissement des barrières tarifaires et non tarifaires en Europe, au Japon et en Corée, bien qu'il n'aille pas aussi loin que nous l'aurions souhaité, accroîtra la compétitivité sur les marchés d'exportation de l'industrie des produits du poisson des provinces de l'Atlantique et de la Colombie-Britannique.

En ce qui concerne notre secteur agricole, l'Accord se traduira par l'instauration d'un contexte commercial davantage axé sur le marché et ayant une dimension plus planétaire. La réduction des subventions aux exportations et du volume des exportations subventionnées permettront à nos produits agricoles, particulièrement les céréales et les oléagineux des Prairies, de rivaliser de façon plus égale avec celles de nos principaux concurrents.

Parallèlement, la gestion des approvisionnements pourra se poursuivre et continuera de représenter une approche canadienne efficace de la production et de la commercialisation des produits laitiers et avicoles. L'Accord permet en effet le maintien des régimes de gestion des approvisionnements au moyen de droits de douane élevés qui assureront une réelle sécurité à ces secteurs.

L'adoption de nouvelles règles touchant les mesures sanitaires et phytosanitaires aura pour effet d'élargir généralement les perspectives d'exportation des produits agricoles et forestiers canadiens.

La réduction des droits de douane applicables aux produits chimiques et leur harmonisation à des niveaux inférieurs faciliteront l'accès des marchés mondiaux, en particulier ceux de l'Asie et de l'Amérique latine, à nos producteurs concentrés en Alberta, en Saskatchewan, en Ontario et au Québec.

Le libre-échange dans le secteur des produits pharmaceutiques entraînera une diminution des coûts à l'importation et un meilleur accès aux marchés. Il stimulera en outre les exportations vers les marchés outre-mer, surtout en provenance du Québec et de l'Ontario. Une protection mieux définie de la propriété intellectuelle stimulera les investissements et les activités de recherche-développement.

Les industries canadiennes des communications et de l'équipement électronique, concentrées au Québec et en Ontario, bénéficieront également de la réduction sensible des droits de douane qui entravent l'accès à d'importants marchés des États industrialisés. Les exportations de logiciels et de services informatiques profiteront des retombées des accords sur les services et les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.